



ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Le Fascisme italien entre histoire et mémoire. Le problème du musée à Predappio

Massimo Baioni

Département d'études historiques, Université de Milan, Italie
massimo.baioni@unimi.it

<https://orcid.org/0000-0002-7635-3289>



Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-01-2020

Résumé

Cette contribution apporte des réflexions d'ordre général sur la présence du fascisme dans la mémoire publique de l'Italie républicaine. Les résultats obtenus dans le domaine scientifique, notamment à partir des années 1970, n'ont pas atteint l'opinion publique italienne où est encore largement répandue une vision édulcorée et dédramatisée du fascisme. Récemment, la proposition de fonder un musée historique du fascisme à Predappio, village natal de Benito Mussolini, a remis sur le devant de la scène la problématique des discours persistants sur le fascisme dans le champ de l'usage public de l'histoire.

Mots-clés : fascisme, Italie républicaine, mémoire publique, musées, usage public de l'histoire

**Fascismul italian între istorie și memorie.
Problema întemeierii unui muzeu de istorie la Predappio**

Rezumat

Articolul prezintă o serie de reflecții asupra prezenței fascismului în memoria publică privind Italia Republicană. Rezultatele dezbaterei academice îndeosebi din anii '70 nu au influențat opinia publică italiană, unde imaginea moderată a fascismului și cea a „poporului italian mărinimos” rămân răspândite. Recent, propunerea de a întemeia un muzeu de istorie la Predappio, locul nașterii lui Benito Mussolini, a readus în discuție persistența discursului privind poziția ocupată încă de fascism în interpretarea publică a istoriei.

Cuvinte-cheie: fascism, Republica Italiană, memorie publică, muzee, interpretarea publică a istoriei

Italian Fascism between History and Memory. The issue of a Historical Museum in Predappio

Abstract

This article develops some general reflections on the presence of Fascism in the public memory of Republican Italy. The results of the scholarly debate, notably from the 1970s, did not influence Italian public opinion, where a moderate image of Fascism and that of « good-hearted Italian people » are still widespread. Recently, the proposal to establish a historical museum in Predappio, the birthplace of Benito Mussolini, brought back into focus discussion of the persistent discourse over the place Fascism still occupies in the field of public history.

Keywords: Fascism, Italian Republic, public memory, museums, public use of history

1. Les saisons de la mémoire publique du fascisme

Le fascisme italien en tant qu'expérience historique s'est effondré en avril 1945, avec la mort de Benito Mussolini, la fin de la République sociale italienne (ou République de Salò) et le retour de l'Italie à la démocratie. Mais sa présence dans la société italienne est restée forte et a profondément influencé le développement de la nation, sa vie politique et culturelle et la construction même de la citoyenneté démocratique. Avant de parler de la mémoire du fascisme dans l'Italie républicaine, il faut d'abord définir le problème et délimiter sa périodisation. En effet, il existe plusieurs genres et niveaux de mémoire- historiographique, politique, individuelle, publique - qui ont pu soit se rencontrer soit suivre des trajectoires distinctes. Nous nous limiterons ici au cas de *la mémoire publique*. Il s'agit d'une narration du passé sélective, construite sur les grands moments de l'histoire nationale jugés dignes d'être conservés puis transférés au corps de la société, au moyen d'une vaste gamme d'instruments éducatifs et médiatiques (école, cinéma, télévision, musées, monuments etc.) (De Luna, 2011 : 13). De fait, la mémoire du fascisme et son usage public sont étroitement liés à la mémoire et à l'usage public de la Résistance, dans le sens où ils sont tous les deux le reflet des principales étapes de l'histoire républicaine, des conflits politiques, des transformations sociales et culturelles advenus au cours de ces soixante-quinze dernières années.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale et de la naissance de la République italienne (2 juin 1946), la construction d'une mémoire publique du fascisme était confrontée à deux exigences fondamentales. Ainsi, si d'un côté les jeunes institutions républicaines et les partis politiques antifascistes étaient à la recherche d'une légitimation forte, il était urgentement nécessaire, de l'autre, d'élaborer une pédagogie démocratique de masse apte à former le nouveau citoyen républicain. L'héritage de ce passé récent était lourd, même sur le plan symbolique. Pendant

plus de vingt ans, de 1922 à 1943, le fascisme avait fait preuve d'une politique monumentale et commémorative intense, part intégrante de l'objectif totalitaire visant à créer un « homme nouveau » (Gentile, 1993). Que doit-on faire désormais de cette imposante présence mémorielle ? Comment se libérer de ces monuments, des maisons du faisceau, des édifices *littoriali*, des plaques qui exaltaient les « martyrs » du fascisme comme autant d'exemples d'une Italie puissante, virile et impériale ? (Baioni, 2020).

Au lendemain du 25 juillet 1943, le jour de la chute de Mussolini et du régime fasciste « historique », la *damnatio memoriae* se déchargea surtout sur les icônes de Duce et sur les manifestations les plus visibles de l'occupation fasciste sur les places urbaines. Après le 25 avril 1945, la Libération et la fin de la guerre, plusieurs réalisations publiques mises en place par le régime fasciste furent sauvées de la destruction en raison de leurs usages fonctionnels et civils (écoles, tribunaux, gares ferroviaires, installations sportives etc.). Ils étaient bien souvent le fruit du modernisme architectural du régime. Les grandes œuvres monumentales créées à la mémoire de la Grande guerre, que le fascisme avait intégrées dans son propre récit national (on pense à l'imposant cimetière militaire de Redipuglia), furent également re-consacrées en termes de patriotisme démocratique et de célébration de la Résistance.

Depuis sa fondation en 1946, l'Italie républicaine a généralement entretenu une relation controversée avec la mémoire du fascisme. Pendant longtemps, c'est une lecture absolutoire qui a prévalu, donnant naissance à une dérive et une banalisation du fascisme dans le discours public (Baldassini, 2008 ; Gundel, 2013). Tandis que les études scientifiques se développaient, dans les années 1970, la société italienne continuait à se montrer très hésitante à faire les comptes avec son passé fasciste. Cette observation est d'autant plus vraie au début de la Guerre froide, lorsque l'opposition idéologique à l'intérieur du pays porta finalement à la substitution du paradigme antifasciste par le paradigme anticomuniste (Bosworth, Dogliani, 1999). Un même processus a pu être identifié dans le rapport souvenir/oubli face au nazisme dans l'Allemagne fédérale et face à Vichy en France.

L'interprétation du fascisme comme « parenthèse » de l'histoire nationale, soutenue par la voix influente de Benedetto Croce, a facilité un long déplacement collectif qui a retardé « l'examen de conscience » des Italiens par rapport au fascisme et l'examen des motifs d'adhésion au régime (la question du consensus) (Zunino, 2003 ; La Rovere, 2008). On a également préféré exagérer l'image de la Résistance comme guerre patriotique de « libération », aussi appelée « second Risorgimento », souligner la participation des masses à la guerre partisane et supprimer les rappels à la guerre civile de 1943-45 (Cooke, 2015).

2. Historiographie et mémoire publique

Ce n'est que dans les années 1970 et 1980 que les études scientifiques sur le fascisme connaissent un véritable développement. Elles explorent alors la nature et les dimensions du consensus (on pense notamment aux vifs débats suscités par les volumes de Renzo De Felice sur Mussolini), les relations entre le régime et la société de masse, son idéologie, sa culture, sa politique culturelle dans le contexte d'une modernisation autoritaire.

Toutefois, sauf dans de rares exceptions, *l'historiographie et la mémoire publique ne se sont pas croisées*. Leurs parcours ne se rencontrent pas en raison, notamment, des conflits politiques, des mémoires plurielles et divisées et de la difficulté d'établir une relation vertueuse entre les résultats de la recherche et leur vulgarisation médiatique avec, pour conséquence, une modification profonde de l'attitude des Italiens envers leur passé. Plusieurs nœuds cruciaux de l'époque fasciste sont longtemps restés dans l'ombre : les lois raciales et la persécution des Juifs, les crimes coloniaux et ceux perpétrés pendant l'occupation de guerre. Ils ont souvent laissé la place au stéréotype rassurant du « bon Italien » et à une mémoire édulcorée du *Ventennio*, comme on surnomme la période des vingt années du régime (Fogu, 2006 ; Focardi, 2013). En même temps, la narration statique et commémorative de la Résistance a commencé à s'essouffler et à perdre ses racines au sein d'une société en prise à de nombreux changements (Peli, 2015).

Les contradictions ont explosé de manière éclatante au début des années 1990. La fin de la Guerre froide, la crise de la soi-disant Première République et de ses valeurs fondatrices, la nouvelle géographie politique à l'intérieur du pays : tout ceci a eu des répercussions inévitables dans le champ de tension des mémoriaux politiques, en Italie comme dans l'Europe entière. Les propositions de révision des textes scolaires, la banalisation et la relativisation du passé fasciste se sont entrelacées aux polémiques provoquées par l'invitation à la réconciliation et à l'égalisation des mémoires sous la catégorie de *l'antitotalitarisme*. Dans ce domaine, les lois approuvées par le Parlement italien sont particulièrement significatives. Elles ont, en effet, rapproché la Journée de la mémoire de la Shoah (le 27 janvier) de celle des Italiens décédés dans les *foibe* suite aux violences perpétrées par les communistes yougoslaves à la frontière orientale (le 10 février). On retrouve la même insistance marquée pour les victimes et l'accentuation du « présentisme » dans les pays de l'Europe centrale et orientale, après la chute de l'URSS et la fin du communisme. Il y a donc des analogies singulières de la mémoire publique pour l'Italie et ces pays, provoquées par le vide politique et culturel engendré par la crise des paradigmes traditionnels, à la fois politiques et historiographiques (Focardi, Groppo, 2013).

3. Un musée à Predappio ?

Dans ce contexte, au cours de ces deux dernières années, le débat public controversé sur la mémoire du fascisme a été considérablement relancé à la suite des polémiques liées à la proposition de fonder un Musée historique à Predappio, le bourg natal de Mussolini. Les polémiques démontrent la difficulté à métaboliser l'expérience du fascisme, à faire les comptes en profondeur avec une page cruciale de l'histoire italienne (et européenne) : un événement qui semble encore peser de façon considérable sur l'identité et la conscience civile du pays (Héry, Pane, Pirisino, 2019).

En effet, la tombe de Mussolini à Predappio est un lieu de la mémoire fasciste qui a assumé une importante fonction politique et idéologique. Pendant le *Ventennio*, Predappio était exaltée comme une sorte de « Bethléem » de la nouvelle religion politique fasciste. Par la suite, sa fonction s'est bien évidemment modifiée dans l'Italie républicaine. À partir de 1957, lorsque le corps de Mussolini fut rendu à sa famille et enterré dans le cimetière du pays (Luzzatto, 1998), la crypte est devenue la destination d'une minorité bruyante, celle des nostalgiques du régime et des néofascistes militants qui ne se reconnaissaient pas dans les valeurs de l'Italie démocratique (Baioni, 2017). Le pèlerinage à Predappio - aux jours de naissance et de mort de Mussolini, soit le 29 juillet et le 28 avril, ainsi qu'au jour de l'anniversaire de la marche sur Rome, le 28 octobre -, permettait ainsi à ces « exilés en patrie » de revendiquer le lien avec le passé et de maintenir en vie une identité antagonique. Au cours de ces dernières années, profitant de la crise des valeurs de l'antifascisme, ces rassemblements à Predappio ont trouvé une nouvelle visibilité grâce à un contexte culturel plus réceptif et tolérant (Serenelli, 2013).

La construction d'un musée historique à Predappio (conçu par le conseil municipal de centre-gauche) est aussi une tentative de canaliser et freiner cette dérive culturelle. Les promoteurs du musée veulent à la fois faciliter un récit du passé fondé sur des bases scientifiques solides et utiliser l'histoire comme instrument d'éducation à la démocratie. Ce projet se présente alors comme un observatoire intéressant des caractéristiques de la révision du rapport au passé de l'Italie, une problématique au centre de la longue transition de son système politique et de son identité nationale depuis la fin de la Guerre froide. L'incertitude politique et la désorientation culturelle de cette récente phase de transition prolongée ne semblent pas insignifiantes face aux nombreuses perplexités soulevées au sujet du musée à Predappio. Tout en reconnaissant les bonnes intentions des promoteurs, certains craignent que le musée puisse contribuer à relativiser le jugement historique sur Mussolini et sur le fascisme et à réduire la force d'un sentiment antifasciste dans le discours public, déjà très affaibli par les attaques reçues ces dernières décennies. Ces inquiétudes

ne sont pas injustifiées à la lumière de la confusion qui accompagne l'évolution de l'idée et de la pratique de la démocratie et des régurgitations d'intolérance qui baignent la société italienne. Par ailleurs, il s'agit aussi de comprendre si les considérations légitimes de nature éthique et politique sont en soi suffisantes à combattre un projet qui veut baser le rôle civique du musée sur des fondations scientifiques robustes. Le musée se présente comme une métaphore sociale, c'est-à-dire un instrument au travers duquel la société représente son rapport avec sa propre histoire et avec celle d'autres cultures.

4. Les fantômes du passé et les inquiétudes du présent

En effet, le programme scientifique qui accompagne le musée à Predappio reflète l'état d'avancement des études qu'il se propose de traduire dans une muséographie représentant les moments les plus remarquables de la société italienne pendant le *Ventennio* fasciste. Certaines voix se sont élevées pour faire remarquer des manquements considérables dans cette présentation, comme les événements de la frontière de la haute Adriatique et ses relatives politiques de dénationalisation, l'antislavisme, le corporatisme, la République sociale de 1943-45. Il est souhaitable que ces absences puissent être réparées en phase de révision de la préparation du musée. Mais dans l'ensemble, il est évident qu'on ne souhaite pas fonder à Predappio un « musée » du fascisme, comme il a parfois été dit au début de la polémique. De même, la peur que le musée puisse relancer une lecture « *personnaliste* » du régime, en termes de « *mussolinisme* » plus que de fascisme, semble peu convaincante. Nous savons désormais que dans les murs de l'ancienne Maison du faisceau de Predappio se développera un itinéraire qui entend photographier l'Italie de l'entre-deux-guerres, en illustrer les procédés de transformation soumis à l'ambition totalitaire du régime, enregistrer ses résultats et ses limites, jusqu'à son écroulement tragique dans les années de la Seconde guerre mondiale.

Cela étant dit, il apparaît clairement à tous que le nœud du problème est Predappio même. La ville - authentique *nomen-omen* - absorbe et incorpore pour métonymie le nom de Mussolini, les fantômes du passé et les inquiétudes du présent. Les objections vis-à-vis de l'opportunité de placer un musée à Predappio doivent être regardées avec attention, parce que personne ne peut ignorer ce que Predappio a signifié dans le discours public national et ce que son nom évoque encore aujourd'hui dans la perception des Italiens. Il faut donc plutôt tenter de comprendre si un musée historique a les moyens de contribuer à modifier cette « destinée ». Le choix de faire de Predappio un lieu de connaissance critique se nourrit évidemment d'une stratégie « agressive » visant à frapper le mythe dans le cœur même des lieux urbanistiques-architecturaux voulus par le régime fasciste.

Ce projet s'appuie aussi, bien évidemment, sur le support de parcours didactiques nécessaires, préparés par un personnel compétent et spécialisé en histoire de l'Italie contemporaine et de récit muséal.

Il s'agit d'un pari difficile, qui sera constamment mis à l'épreuve par les effets provoqués dans son interaction avec la société. Mais il s'agit également d'un défi qui nous concerne tous, Italiens et Européens. Les nombreux phénomènes inquiétants d'intolérance, la violence et le racisme que l'actualité nous renvoie ne devraient pas être un frein à la construction de catégories analytiques plus fines. L'historiographie ne peut pas renoncer à son rôle. Les études des dernières décennies ont mis en évidence la nature violente et antidémocratique des fascismes ; mais elles ont aussi mis en évidence ses dynamiques modernes, le mariage de violence, de modernisation et de mobilisation sociale qui marque la nouveauté de la dictature totalitaire.

Conclusion

On ne sait pas ce qu'il adviendra du musée : le nouveau conseil municipal de Predappio (de centre-droit) semble vouloir bloquer le projet. En tout état de cause, la discussion jusqu'à aujourd'hui a été le reflet de la relation incertaine entre les Italiens et leur passé, le symptôme d'une polarisation dans le discours public sur le fascisme qui est influencé par les tensions politiques toujours changeantes du présent. La capacité d'un pays à affronter de façon critique son propre passé se mesure aussi par sa disponibilité, et par son courage, son choix de nourrir de compréhension historique les tensions éthiques et politiques de son présent. Si un musée historique à Predappio se montre capable de prendre cette direction, avec les langages et les compétences nécessaires au soutien d'un projet si ambitieux (Porciani, 2017), son rôle pourrait se révéler important à la fois sur le plan de la narration muséale de l'histoire nationale et sur celui de la construction d'une culture démocratique fondée sur la connaissance critique du passé. Et cette problématique s'adresse à toute l'Europe.

Bibliographie

- Baioni, M. 2017. *Un luogo del destino? Usi di Predappio dal fascismo alla Repubblica*. In : Baioni, M., *Le patrie degli italiani. Percorsi nel Novecento*. Pisa : Pacini, p. 133-142.
- Baioni, M. 2020. « Demolire il littorio. Tragitti della simbologia fascista nell'Italia repubblicana ». *Memoria e Ricerca*, n° 63, p. 181-194.
- Baldassini, C. 2008. *L'ombra di Mussolini. L'Italia moderata e la memoria del fascismo (1945-1960)*. Soveria Mannelli: Rubbettino.
- Bosworth, R.J., Dogliani, P. (eds) 1999. *Italian Fascism. History, Memory and Representation*. London : MacMillan.

- Cooke, P. 2015. *L'eredità della Resistenza. Storia, cultura, politiche dal dopoguerra a oggi.* Roma : Viella.
- De Luna, G. 2011. *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa.* Milano : Feltrinelli.
- Focardi, F. 2013. *Il cattivo tedesco e il bravo italiano. La rimozione delle colpe della seconda guerra mondiale.* Roma-Bari : Laterza.
- Focardi, F., Groppo, B. (dir.) 2013, *L'Europa e le sue memorie. Politiche e culture del ricordo dopo il 1989.* Roma : Viella.
- Fogu, C. 2006. Italiani brava gente : The Legacy of Fascist Historical Culture on Italian Politics of Memory. In : R.N. Lebow, R.N., Kansteiner, W., Fogu, C. (dir.), *The Politics of Memory in Postwar Europe.* Durham and London : Duke University Press, p. 147-176.
- Gentile, E. 1993. *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista.* Roma-Bari, Laterza, 1993.
- Gundle, S. 2013. The Aftermath of the Mussolini Cult: History, Nostalgia and Popular culture. In : *The Cult of the Duce : Mussolini and the Italians*, Gundle, S., Duggan, C. and Pieri, G. (dir.), Manchester : Manchester University Press, p. 241-256.
- Héry, E., Pane, C., Pirisino C., (dir.) 2019, *Mémoires du Ventennio. Représentations et enjeux mémoriels du régime fasciste de 1945 à aujourd'hui. Cinéma, Théâtre, Arts plastiques.* Neuville sur Saone : Éditions Chemins Tr@verse.
- La Rovere, L. 2008. *L'eredità del fascismo. Gli intellettuali, i giovani e la transizione al postfascismo (1943-1948).* Torino: Bollati Boringhieri.
- Luzzatto, S. 1998. *Il corpo del duce. Un cadavere tra immaginazione, storia e memoria.* Torino: Einaudi.
- Peli, S. 2015. *Storia della Resistenza in Italia.* Torino: Einaudi.
- Porciani, I. 2017. « What can Public History do for Museums, what can Museums do for Public History? ». *Memoria e Ricerca*, n° 54, p. 21-40.
- Serenelli, S. 2013. « "It was like something that you have at home which becomes so familiar that you don't even pay attention to it": memories of Mussolini and Fascism in Predappio, 1922-2010 ». *Modern Italy* », n° 2, p. 157-175.
- Zunino, P.G. 2003. *La Repubblica e il suo passato. Il fascismo dopo il fascismo, il comunismo, la democrazia: le origini dell'Italia contemporanea.* Bologna : Il Mulino.